

L'UNION EUROPÉENNE ATTEND LE RAPPORT HOLLANDE POUR LEVER UN COIN DU VOILE SUR L'ALGÉRIE

Recoupements de Bruxelles

Lors du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens à Bruxelles (fin juin), les chefs exécutifs des 28 ne s'attendent pas à ce que le Président français leur dévoile tout sur l'Algérie — l'Europe c'est ça aussi, les intérêts communs ne signifient pas que le bilatéral, le secret d'Etat profond soit sacrifié.

**De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari**

Mais Hollande ne peut pas, tout de même, ne rien dire sur l'Algérie à Bruxelles. Impossible vu les relations inter-européennes et la nature du lien franco-algérien.

A Bruxelles, tout le monde n'attend que de savoir où va l'Algérie et qui pour remplacer Bouteflika. Les récentes confluations dans le système (Saâdani contre les redresseurs, Saâdani contre Ouyahia, Ouyahia contre Saâdani, lettre de Gaïd Salah à Saâdani), le débat sur l'armée, désormais, dans la presse et dans la rue, les tirs «amis» des uns sur les autres, l'opacité et l'indécision dans le futur cap économique du pays, les volte-face des ministres, devenues monnaie courante, les déclarations de certains responsables remettent en cause des traités internationaux, autant d'éléments et tant d'autres encore brouillent l'Algérie, la rendent illisible, et mettent le pays dans une situation inédite, à nulle autre pareille. L'Union européenne liée à l'Algérie par un accord d'association n'est pas rassurée quand de hauts responsables, proches des cercles décideurs, montent au créneau pour vouloir s'affranchir de cette obligation guide et politique internationale. Lamamra, ministre des Affaires étrangères, avait, certes, lors du neuvième Conseil d'association tenu ici, (juin en cours), rassuré ses interlocuteurs en insistant que l'Algérie veut certes des améliorations mais dans le cadre des mécanismes prévus par l'accord d'association. Est-ce, sera-ce suffisant ? Pas sûr. Les Européens, pas dupes et se basant sur les écrits et les débats de la presse algérienne elle-même, tant privée que publique, ne sont pas, ne sont plus rassurés. Qui leur garantit que les assurances de Lamamra d'aujourd'hui ne seront pas balayées, demain, par un autre, son successeur ou quelqu'un hiérarchiquement plus costaud que lui ? Le rocambolesque remaniement opéré dernièrement où le relax algérien a été initialement dégradé, puis deux jours plus tard promu comme ministre d'Etat, a laissé des traces, ici, et la parole algérienne officielle n'est plus une «assurance tous risques». La visite de Hollande à Alger, si furtive soit-elle, est une occasion privilégiée pour l'Europe d'en savoir un peu sur ce qui se passe à Alger et, surtout, essayer d'identifier les forces qui imposeront le prochain président.

Pourtant, le locataire de l'Elysée, les Européens en sont conscients, ne dévoilera pas tout — l'intérêt de la France prime.

Les Allemands, partenaires exceptionnels de la France en Europe, auront, sans doute, droit à quelques confidences, les Italiens, peut-être, mais pas plus. Paris gardera pour lui l'essentiel de l'information quant à la succession en Algérie. C'est de bonne guerre.

Cependant, sur la nature de la relation entre l'UE et l'Algérie, Hollande s'exprimera devant ses pairs et révélera ce qu'il doit l'être.

On ne badine pas avec la raison d'Etat chez les Européens. Le rapport algérien de Hollande sera instructif pour Bruxelles. Dans ce qu'il aura dit et, surtout, dans ce qu'il n'aura pas dit. Les 27 autres membres de l'UE ne sont pas idiots et ils ont leurs propres sources concernant l'Algérie. Ils recouperont avec les propos de Hollande.

A. M.

FRANÇOIS HOLLANDE À ALGER :

«Il ne faut rien oublier de l'histoire»

Le Président français, François Hollande, a affirmé, lundi à Alger, avoir «beaucoup œuvré ces derniers mois» avec le Président Abdelaziz Bouteflika à «rapprocher encore les deux pays» dans les différents domaines.

«Nous avons beaucoup œuvré, Bouteflika et moi, ces derniers mois pour rapprocher encore les deux pays et être fidèles aux engagements que nous avons pris», a déclaré le Président français à la presse à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène.

Cette visite, la deuxième du genre que M. Hollande effectue en Algérie, sera l'occasion d'approfondir les relations bilatérales dans différents domaines.

«D'abord, il ne faut rien oublier de l'histoire, de faire ce travail de mémoire et en même temps se tourner vers l'avenir», a ajouté le Président français dans sa déclaration. «Cet avenir tourne autour du développement économique et du rapprochement universitaire et culturel», a-t-il dit, insistant sur l'importance de «travailler ensemble pour la Méditerranée».

C'est dans ce sens que le Président français a indiqué que l'Algérie et la France entretiennent une relation «exceptionnelle» basée sur une amitié «réelle et fraternelle».

«Nous avons (l'Algérie et la France) une relation exceptionnelle, qui est celle d'une amitié exigeante, mais une amitié réelle et fraternelle», a-t-il souligné.

Le Président Hollande a fait remarquer à propos de la question de la mémoire, que les deux peuples (algérien et français) «sont liés par l'histoire», estimant que cette histoire a été «douloureuse», mais «aujourd'hui, nous pouvons aller beaucoup plus loin dans nos rela-



François Hollande en visite d'amitié et de travail.

tions bilatérales», a-t-il déclaré en se recueillant à la mémoire des martyrs de la Révolution au sanctuaire du Martyr.

«Nous avons apaisé beaucoup de choses lors de ma visite d'Etat (en décembre 2012, ndlr) et maintenant, nous avons vraiment un véritable partenariat, grâce auquel de nombreux projets ont été déjà réalisés, ainsi que des partenariats pour aller ensemble vers l'Afrique», a expliqué M. Hollande.

Abordant en outre le volet économique, le Président français, qui a rappelé que son pays est le premier partenaire économique de l'Algérie, entend développer sa présence. Il a précisé que les entreprises françaises installées en Algérie dont Renault, Sanofi, visent à «développer l'emploi en Algérie et en France notamment en faveur de la jeunesse algérienne». Souhaitant également rencontrer lors de sa visite de travail des partenaires économiques qui «veulent travailler avec la France»,

M. Hollande a indiqué avoir la volonté de «faciliter la mobilité» des citoyens et des opérateurs économiques entre les deux pays. Evoquant, par ailleurs, le volet sécuritaire, M. Hollande n'a pas manqué de saluer le travail accompli par l'Algérie, notamment dans le rétablissement de la paix au Mali. «Je salue le travail qu'ont pu faire les autorités algériennes, notamment concernant la paix au Mali», a-t-il déclaré, soulignant le «combat commun» contre le terrorisme. Il a également exprimé sa «gratitude» au gouvernement algérien qui «a tout fait pour permettre de retrouver les auteurs de l'assassinat d'Hervé Gourdel», ressortissant français assassiné par un groupe de terroristes l'année passée dans une zone montagneuse située entre Bouira et Tizi Ouzou. Le Président français est venu pour une visite d'amitié et de travail en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

APS

SELLAL AU PARISIEN :

«Les histoires de nos deux pays se sont entremêlées»

Présentant Abdelmalek Sellal comme un homme aux «prises de parole très rares» et aux «mots soigneusement pesés», le quotidien français, Le Parisien, publiait hier un entretien avec le Premier ministre.

Ce dernier évoque, pêle-mêle, partenariat, économie et lutte contre le terrorisme, préférant souvent des réponses bateau qu'à des réponses directes. C'est le cas lorsque le journaliste lui demande si le Président français avait un lien «personnel» avec l'Algérie. Sellal répond que «les histoires de nos deux pays se sont entremêlées pendant de longues années. Il est donc tout à fait normal que les responsables politiques en Algérie et en France appréhendent la relation entre nos deux pays d'une manière particulière. François Hollande a été élu par les Français pour servir et défendre les intérêts de leur pays et il le fait avec courage et abnégation.

Nous avons toujours respecté tous les présidents élus par le peuple français et pour nous, c'est tout à fait normal. Aujourd'hui, il existe sur les deux rives de la Méditerranée une volonté politique forte de développer notre dialogue et notre coopération avec sincérité, le respect et le bénéfice mutuel». Sellal se montre plus direct lorsqu'il s'agit d'évoquer la menace terroriste. Le groupe dit Daesh n'aurait, selon Sellal, pas de chance de s'implanter en Algérie. Les raisons ? «Nous avons



Abdelmalek Sellal.

combattu seuls dans les années 1990 ce fléau durant de longues et douloureuses années et nous l'avons vaincu.

La politique de réconciliation nationale a enlevé toute légitimité politique ou religieuse au recours à la violence et a affirmé la volonté de notre peuple de vivre ensemble dans la paix et la fraternité. Cette politique de déradicalisation a porté ses fruits puisque peu d'Algériens ont rejoint le groupe auquel vous faites référence. Lorsque le journaliste lui rappelle que c'est pourtant un groupe se réclamant de Daesh qui avait exécuté Gourdel, Sellal répond : «Rappelez-vous que les coupables de ce crime ont été neutralisés. L'Etat algérien ne recule jamais devant le

terrorisme.» Transition toute faite pour évoquer la Libye en affirmant que «l'histoire récente nous enseigne que la résolution des conflits par les armes n'est jamais efficace et encore moins définitive. On ne peut régler un problème pour en créer plusieurs autres nettement plus compliqués. L'Algérie privilégie l'action diplomatique et le dialogue inclusif et rappelle, je le répète, que la Libye est un pays ami qui mérite nettement mieux qu'une simple expédition militaire». Au plan économique, Sellal considère que l'Algérie a «une marge de manœuvre conséquente en matière économique» en dépit des baisses des recettes pétrolières. «Ces facteurs impactent négativement les revenus des pays producteurs et rendent illisible l'évolution des cours à moyen et long terme. Notre pays a fait, depuis plus d'une décennie, le choix d'une politique prudentielle en matière de finances publiques qui place la préservation des équilibres macroéconomiques au rang d'objectif permanent. Conjugée à la décision de remboursement anticipé de la dette, cette démarche donne à l'Algérie une marge de manœuvre conséquente en matière économique. La politique menée depuis quelques années a donc permis d'atténuer le choc. Néanmoins, et dès le quatrième trimestre 2014, des mesures de réajustement ont été prises, notamment pour la maîtrise du commerce extérieur et la rationalisation de la dépense publique», dit-il.

Synthèse N. I.